

ÉDITORIAL

Demain, un monde plus solidaire ?

Le revenu d'existence proposé par différents mouvements politiques dont des décroissants simplifierait les structures sociales, ne coûterait pas plus cher, et permettrait à tous d'être à l'abri des besoins. Complété par un revenu maximum autorisé, cela déboucherait sur une société plus égalitaire. Pas sûr : le capitalisme a su s'adapter aux 35h, à la 5e semaine de congés, au financement des caisses d'allocation chômage, maladies... Nous pouvons craindre que le pillage des ressources se poursuive. Et ceux qui accumulaient les richesses auparavant feront sans cesse pression pour diminuer une protection sociale qui, bon gré, mal gré, assure en France une certaine sécurité : du gel des salaires ou des retraites, on passera au gel du revenu d'existence.

La question des solidarités se pose même sans aborder la question de la décroissance. Du fait de l'affaiblissement des ressources de l'Etat pour différentes raisons, il semble possible de maintenir un haut niveau de protection sociale en réfléchissant sur l'origine des dépenses et en modifiant certaines politiques : soigner coûte plus cher que de maintenir les gens en bonne santé ; relocaliser certaines activités économiques permet de créer plus d'emplois... Le sujet est vaste. Les premiers articles de ce dossier font un tour d'horizon des propositions disponibles en ce domaine.

Un dernier article s'interroge sur les démarches de transition. Celles-ci veulent réfléchir à l'ensemble des questions de société en partant du local. Peuvent-elles ainsi aborder toutes les questions et en particulier celles des solidarités sans tomber dans le discours libéral de désengagement de l'Etat ? A l'inverse, doit-on forcément passer par le haut pour créer de la solidarité ?

L'entretien avec André Cicoella (p.38) permet de creuser la question de la santé : s'il est de plus en plus difficile de financer le traitement à vie des maladies chroniques, il est tout à fait envisageable de s'attaquer aux causes environnementales de ces maladies.

Des pistes variées qui devraient nous aider pour penser autrement les solidarités de demain.

Michel Bernard ■



Croissance verte ?



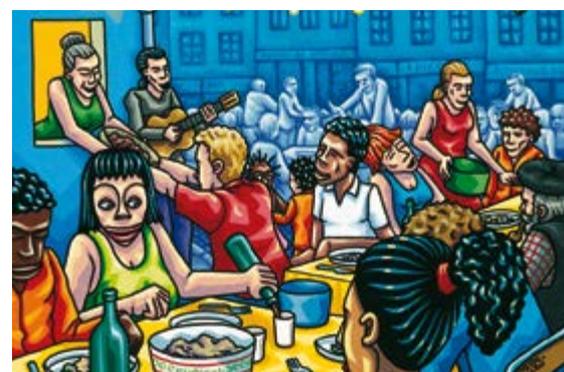
Circuits courts, pour développer l'emploi



Ligne d'emballage chez Amazon



Pyramide humaine, la solidarité du bas vers le haut



Repas de quartier pour la solidarité locale

Les devises Shadok



IL VAUT MIEUX POMPER MÊME S'IL NE SE PASSE RIEN QUE RISQUER QU'IL SE PASSE QUELQUE CHOSE DE PIRE EN NE POMPANT PAS.

◀ Au lieu d'investir les gains de productivité dans la croissance de la production, il est possible d'en profiter pour travailler moins

Quel travail dans une économie de décroissance ?

Dans une économie de croissance, la décroissance est synonyme de récession : elle se traduit irrémédiablement par la destruction d'emplois et la montée du chômage. Si la décroissance est donc souhaitable afin de réduire notre empreinte écologique, le seul moyen de la rendre acceptable sur le plan social consiste à sortir de l'économie de croissance et à repenser notre rapport au travail.

COMME L'ÉCRIVAIT KENNETH BOULDING, "celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou soit un économiste." Pour cesser de détruire la planète et partager plus équitablement les ressources, une solution de bon sens consiste donc à faire décroître les économies les plus opulentes – celles dont l'empreinte écologique est la plus forte. Pourtant, dans une économie productiviste telle que la nôtre, c'est paradoxalement la décroissance qui s'apparente à un projet fou. Pourquoi un tel paradoxe ? Tout simplement parce que, dans une économie de croissance, une telle décroissance porte un nom : la récession ! Et celle-ci est synonyme de chaos social, notamment en termes d'emplois. Ainsi, pour contrer la destruction d'emploi liée aux gains de productivité du travail, la réponse productiviste a toujours été la même : faire croître la demande... c'est-à-dire consommer plus, toujours plus (voir ci-contre) !

La mécanique productiviste et l'emploi : bienvenue chez les Shadocks !

Depuis la révolution industrielle, les économies modernes se caractérisent par une augmentation continue de la productivité du travail. Autrement dit, grâce notamment à la mécanisation et à l'automatisation des tâches de travail, on produit davantage de biens et de services avec de moins en moins de travail humain. Par exemple, la mécanisation de l'agriculture a permis d'augmenter considérablement la productivité du travail, réduisant ainsi le nombre d'heures de labeur humain nécessaire à la production d'une tonne de céréales ou de légumes. L'automatisation des chaînes de production a eu la même conséquence dans le domaine industriel pour les biens manufacturés, et l'informatisation a aujourd'hui des effets similaires dans les services. En toute logique, à population active constante et à temps de travail constant – donc à quantité de travail constant – une hausse de la productivité du travail de 2 % par an conduit mécaniquement à une croissance de la production équivalente. A partir des années 1950, ces gains de productivité ont alors mené à une surproduction dans de nombreux domaines : c'est à dire que la production (l'offre) s'est avérée supérieure à la demande. La réponse apportée a consisté à stimuler la demande, notamment en développant la publicité et le marketing, afin d'écouler la surproduction. Dans ce scénario, les gains de productivité sont donc essentiellement absorbés par une augmentation artificielle de la consommation : c'est évidemment le début de ce qu'on a appelé la société de consommation. Dans ce contexte, il faut consommer toujours plus, à l'image des Shadocks qui pompent et pompent éternellement. Car sans cette croissance continue de la consommation, les gains de productivité se traduiraient par une destruction nette d'emploi, une augmentation du chômage, un risque de déséquilibre des systèmes de financement du chômage... bref, une apocalypse économique et sociale.



► André Gorz et Dorine, sa femme. Pour André Gorz, il faut raisonner en partant des besoins et non de l'offre.

Cedric Philibert

Evidemment, tant que nous resterons piégés dans cette dynamique productiviste, la croissance restera probablement l'obsession majeure de nos dirigeants. Et l'unique sortie possible du marasme écologique sera celle de la "croissance verte" et de ses miracles technologiques. Un projet dont on sait malheureusement à quel point il est à la fois irréaliste et dangereux (voir encart).

production, mais dans la réduction et le partage du temps de travail. Car, comme le rappelle par exemple Tim Jackson, si la productivité est trop élevée par rapport à un niveau de consommation jugé soutenable, alors le plus efficace est de "faire chuter le nombre total des heures effectuées par la force de travail. Durant une récession, ce scénario entraîne généralement le chômage. Mais il y a une autre possibilité. Nous pourrions aussi commencer à partager systématiquement le travail disponible de façon plus équitable au sein de la population (1)".



La croissance verte : une idéologie irréaliste et dangereuse

Pour les productivistes, la réalité économique est simple : en France par exemple, les gains de productivité étant à peu près de 2 % par an, il faut 2 % de croissance par an pour préserver l'emploi – à population active et durée du temps de travail constants. Pourtant, sur un siècle, une croissance de 2 % par an équivaut à multiplier le produit intérieur brut (PIB) par 6,5. Ce qui signifie que nos arrières-petits-enfant devront produire et consommer 6,5 fois plus que nous ! Dans le même temps, si nous voulons éviter le naufrage écologique et climatique tout en partageant équitablement les ressources mondiales, il s'agira de diviser par trois notre empreinte écologique et par quatre nos émissions de CO₂. Autant le dire : les scénarios de "croissance verte" sont irréalistes dans les pays du Nord. A moins d'imaginer des gains de productivité "écologique" gigantesques : OGM, biologie de synthèse, refroidissement artificiel du climat, etc. La croissance verte est donc une idéologie soit irréaliste, soit dangereuse... à moins qu'elle ne soit les deux à la fois ! Manque de chance : c'est la seule hypothèse envisagée par les institutions et les partis politiques traditionnels.

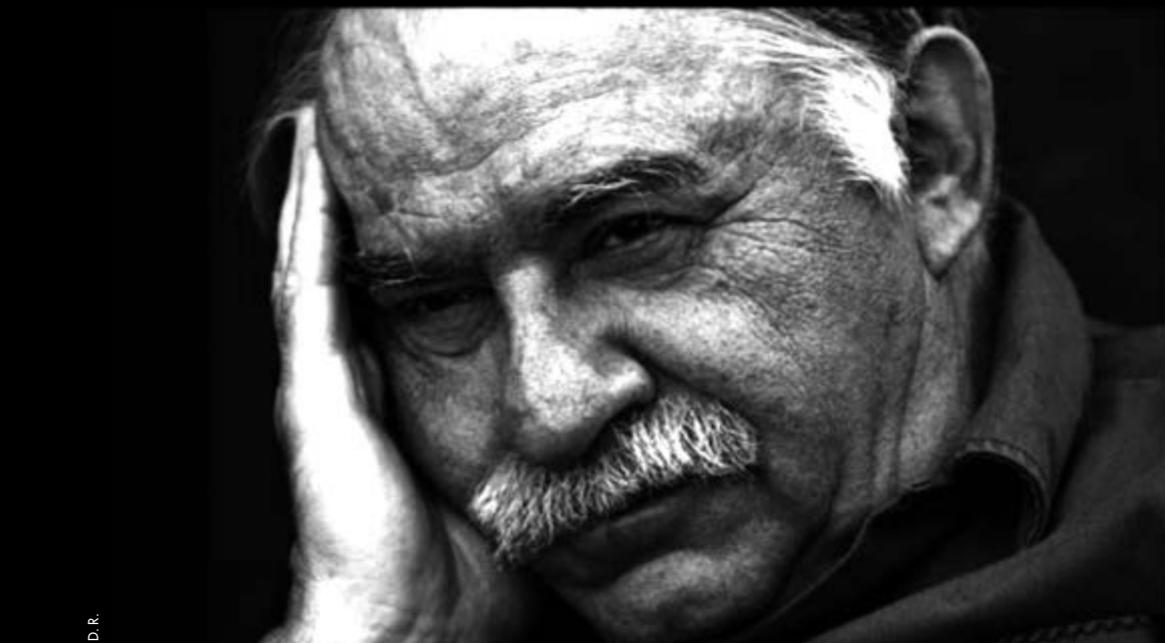
Pour imaginer concrètement ce que cela suppose, on peut par exemple se demander ce qu'il serait advenu si, depuis les années 1950, les gains de productivité avaient été investis intégralement dans le partage et la réduction du temps de travail (au lieu de l'augmentation de la production et de la consommation). Eh bien... nous travaillerions aujourd'hui environ un jour par semaine ! Nous aurions certes le niveau de vie matériel des années 1950, mais nous serions sortis de la société du travail. Ce projet d'émancipation est au cœur de la pensée d'auteurs comme André Gorz ou Murray Bookchin. En partant de la situation actuelle, ces derniers imaginent une réduction de la production et de la consommation marchande dans une optique qui n'est pas contraignante et austère, mais qui se présente au contraire comme une promesse d'émancipation. Une société dans laquelle le travail salarial ne serait plus la condition d'accès à l'intégration sociale. Certes, il s'agirait de produire et consommer moins (voire beaucoup moins) mais avec, comme contrepartie, la possibilité de disposer de son temps autrement, notamment pour des tâches qui visent une forme de "développement humain", pour reprendre les termes d'André Gorz (2) : s'instruire, se divertir, faire son jardin, cuisiner, aider ses amis ou ses voisins, s'investir dans la gestion des affaires publiques... bref, produire et autoproduire toutes sortes de choses que, faute de temps, le système

CONSOMMER MOINS ET SORTIR DE LA SOCIÉTÉ DU TRAVAIL...

Pour que la décroissance ne se traduise pas en catastrophe sociale, il faut donc sortir du productivisme, c'est-à-dire inventer une forme d'économie qui n'a pas besoin de croissance. Une première piste consiste à investir les gains de productivité non pas dans la croissance de la

(1) Jackson T., 2009. *Prosperity without growth ? The transition to a sustainable economy*. Sustainable Development Commission, Londres

(2) Gorz, A., 1997. *Misères du présent. Richesse du possible*. Galilée, Paris.



D. R.

◀ Pour Murray Bookchin, aller vers une société moins inégalitaire passe par une modération de la consommation.

productiviste nous oblige à déléguer et à marchandiser – par exemple : "je n'ai pas le temps de faire la cuisine ni de faire mon jardin, donc j'achète des plats industriels surgelés" ou "je n'ai pas le temps de m'occuper de politique, donc je délègue mon pouvoir de citoyen à des professionnels", ou "je n'ai pas le temps de m'occuper de mes enfants donc je les confie à une garderie", etc.

...OU PRODUIRE MIEUX, EN CRÉANT DES EMPLOIS ?

D'autres auteurs pensent que ce sont plutôt les gains de productivité qui devront être réduits. Pour une partie des écologistes et des décroissants, il ne fait pas de doute que la productivité du travail va s'effondrer dans les années ou décennies à venir du fait de l'affaissement de la disponibilité des énergies fossiles – car ce sont elles qui ont en grande partie permis les gains de productivité dans les secteurs industriel et agricole. A cause du pic pétrolier, on pourrait alors assister à une réorganisation profonde de la production, notamment marquée par une relocalisation, à l'image de ce que commencent à mettre en œuvre les initiatives de transition (3). Dans ce scénario, on peut imaginer que ce n'est pas forcément le travail qui manquera ; par contre, un tel bouleversement suppose probablement un transfert considérable de main d'œuvre des secteurs tertiaires (services) vers le primaire (agriculture) et le secondaire (industrie, artisanat).

Un nombre grandissant de personnes pensent que cette baisse de productivité doit être rapidement organisée et planifiée : non seulement parce que les contraintes physiques vont nous l'imposer, mais aussi et surtout parce que cette perspective est socialement souhaitable. C'est par exemple ce que pense Jean Gadrey. Constatant les ravages du productivisme sur l'environnement et sur le tissu

social, cet économiste en tire la conclusion qu'il est temps de "cesser la course à la productivité (4)". Car dans de nombreux secteurs, cette course se fonde sur la quantité mais elle se réalise au détriment de la durabilité et des liens sociaux.

Ce raisonnement est tout aussi juste dans le secteur des services que dans celui de l'agriculture ou de l'industrie : produire plus signifie souvent produire moins bien, avec moins d'emplois et avec davantage de dégâts causés à l'environnement. Il faut donc "déproductiviser" l'économie, sans forcément attendre le choc pétrolier. Par exemple, si le secteur agricole se convertissait intégralement à des modes de production biologiques organisés en circuits courts, "l'emploi dans l'agriculture, qui n'a cessé de décroître depuis la révolution industrielle (...), devrait augmenter pour satisfaire une demande 'durable', avec des prix 'durables' (plus élevés) incorporant des exigences nouvelles (5)". Plus de "durabilité" signifierait donc plus d'emplois et moins d'effets négatifs sur l'environnement, sans pour autant qu'il y ait forcément croissance. La Fédération nationale de l'agriculture biologique a ainsi montré que le passage de la production agricole pétrochimique à une production biologique nécessiterait des milliers d'emplois supplémentaires (cité par Serge Latouche (6)). En généralisant ce raisonnement qualitatif, Jean Gadrey recense les secteurs dont le nombre d'emplois devrait progresser et ceux dans lesquels on devrait assister à une baisse dans les décennies à venir, dans une perspective de transformation écologique de l'économie (par exemple : plus d'emploi dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie ; moins d'emploi dans le secteur du nucléaire ou de l'automobile, etc.). Même s'il ne fournit pas d'estimation quantitative, l'auteur constate toutefois que "les secteurs où l'emploi serait appelé à progresser ne sont pas moins nombreux que les autres (7)".

(3) Hopkins R., 2010. *Manuel de la Transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Ed. Ecosociété, Montréal, Silence, Lyon.

(4) Gadrey J., 2010. *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*. Les Petits Matins, Paris.

(5) Gadrey J., 2009. Op. Cit.

(6) Latouche, S. 2006. *Le pari de la décroissance*. Fayard, Paris

(7) Gadrey J., 2009. Op. Cit.

Secteurs	Enjeux	Tendances de l'emploi d'ici à 2050
Agriculture, sylviculture, pêche	Agriculture biologique, axe de développement. Exploitation durable des forêts et de la biomasse. Pêche durable.	Hausse globale dans l'agriculture et la sylviculture, avec certaines filières en baisse. Baisse pour la pêche.
Industrie manufacturière	Réduction forte des volumes de matières et d'émissions. Relocalisation partielle, prime aux petites et moyennes entreprises de proximité. Croissance de nouveaux secteurs (innovations de durabilité).	Réduction de l'emploi freinée par une limitation du productivisme et par la montée en durabilité. Reconversions partielles.
Energie	Passage aux énergies renouvelables. Tarification sociale. Vers une société (presque) sans pétrole. Sobriété et efficacité énergétique.	Hausse dans ce secteur et dans ceux qui concourent aux économies d'énergie.
Bâtiment	Urbanisme durable, réhabilitation, "villes lentes".	Hausse (réhabilitation d'abord)
Transports	Décroissance des transports émetteurs de gaz à effet de serre. La vitesse en question. Réflexions sur les inducteurs de transport.	Baisse, sauf transports collectifs plus écologiques. La mobilité pourrait progresser.
Commerce	Priorité à un commerce de proximité lui-même lié à des producteurs de proximité.	Probable hausse, distribution moins concentrée.
Réparation, recyclage	Activités phares. Une partie contribuerait aux reconversions industrielles.	Forte hausse.
Location d'équipements et de véhicules	Permettre un partage écologique de l'usage.	Hausse.
Artisanat	Rôle important : réparation, entretien, recyclage...	Hausse.
Postes	Réduction des émissions et des flux. Incidences sur la vente par correspondance. Prime au courrier électronique.	Réduction nette déjà entamée, mais sur une base productiviste.
Télécoms, informatique	Empreinte écologique (matériaux, émissions) des terminaux et des réseaux.	Hausse ralentie dans les pays riches, progression ailleurs.
Banques, assurances, immobilier	Les crises pousseront à des formes de contrôle public. Etablissements de proximité. Monnaies locales.	Réduction, dans un secteur dont le pouvoir est excessif.
Services aux entreprises	Services opérationnels (nettoyage, sécurité) enjeux écologiques et sociaux. Services intellectuels : moins de déplacements des personnes, conseils en durabilité.	Hausse pour les services de proximité, baisse de la publicité, du marketing, des conseils financiers.
Hôtellerie, restauration, tourisme	Secteur concerné par la crise des transports sur longue distance. Mais bel avenir pour les établissements de proximité.	Baisse pour le tourisme "au loin", hausse ailleurs.
Services à l'enfance et aux personnes âgées	Passer à des solutions universelles sous conditions écologiques, réflexions sur les avantages et inconvénients des solutions au domicile ou en dehors.	Nette hausse mobilisant des financements publics ou mixtes.
Administrations locales	Cruciales. Retour en régie de services sous-traités au secteur privé dans des conditions insatisfaisantes.	Hausse.
Administrations nationales	Retour à des agences de proximité, décentralisation, normes de qualité sociale et écologique. Santé et éducation : débat sur les excès de la course aux diplômés et de la médicalisation. Mais exigences d'égalité et droits universels. De même pour la justice.	Le partage national/local évoluera, mais la part du public devrait progresser. La dernière décennie a vu une régression de la part des dépenses éducatives dans le PIB.

Étude de Jean Gadrey sur l'évolution de l'emploi, extrait de :

Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire. Les Petits Matins, Paris, 2010.

PRODUIRE MIEUX, C'EST BIEN... CONSOMMER MOINS, C'EST ENCORE MIEUX !

Au final, dans une économie écologique, il faudra à la fois produire mieux et moins. Or produire mieux (plus proprement et localement) nécessitera plus de travail, tandis que consommer moins nécessitera moins de travail. Et personne aujourd'hui ne saurait dire avec certitude si le passage à une telle économie post-croissance se traduira par la création ou la destruction nette d'emplois. Raison supplémentaire pour partager

le travail plutôt qu'en faire un élément qui "restaure les pires formes de domination, d'asservissement, d'exploitation, en contraignant tous à se battre contre tous pour obtenir ce 'travail'", comme l'écrivait déjà André Gorz dans les années 1990 (8).

La seule certitude, finalement, c'est que le travail ne va pas manquer dans au moins un domaine : celui de l'imagination politique. C'est malheureusement dans ce secteur que les productivistes de tous poils sont les moins... productifs !

Aurélien Boutaud ■

(8) Gorz A., 1997. Op. cit.



► Un des entrepôts d'Amazon.

Un emploi créé chez Amazon détruit 18 emplois dans les librairies.

D.R.

Produire mieux (et consommer moins) pour créer des emplois ?

Les gains de productivité détruisent de l'emploi, dégradent l'environnement et sont une source de mal-être au travail. Alors pourquoi ne pas réduire la productivité ? Produire mieux, dans des conditions écologiques et sociales plus satisfaisantes, pourrait ainsi créer de l'emploi. Une utopie ?

EN 2012, LE MINISTRE DU REDRESSEMENT productif se déplaçait en Saône-et-Loire pour célébrer l'installation sur le territoire français d'un nouveau centre de distribution de la société de vente en ligne Amazon. A la clé : 1000 emplois. Mais combien ce champion de la productivité allait-il détruire d'emplois ? Voilà une question que le ministre ne semble pas s'être posée...

1 EMPLOI CHEZ AMAZON = 18 EMPLOIS DANS UNE LIBRAIRIE DE QUARTIER !

Le cas d'Amazon est symptomatique du ravage que peut provoquer la course aux gains de productivité. Car l'entreprise étasunienne connaît parfaitement les rouages du productivisme : concentration des moyens (pour réaliser des économies d'échelle), automatisation maximale des tâches de production (pour réduire l'usage de la main-d'œuvre), imposition de cadences de travail effrénées, appel à une main-d'œuvre mal payée et majoritairement intérimaire... le tout avec la bénédiction des acteurs publics qui subventionnent

largement Amazon, alors même que la multinationale prend soin de pratiquer l'exil fiscal en basant son siège social au Luxembourg !

Au final, la concurrence est rude pour les librairies, qui voient leurs emplois menacés. Comme le rappelle Jean-Baptiste Malet, *"le Syndicat de la librairie française a mesuré que, à chiffre d'affaires égal, une librairie de quartier génère dix-huit fois plus d'emplois que la vente en ligne (1)"*. Sans compter que, de la librairie de quartier au gigantesque hangar de distribution, les conditions de travail n'ont évidemment rien à voir !

Mais Amazon n'est qu'un symbole, bien entendu. Christian Jacquiau montre par exemple que le phénomène est déjà très ancien dans le domaine de la grande distribution, où chaque emploi mal payé créé en hypermarché se paie par plusieurs emplois détruits dans d'autres commerces, mais aussi dans toute la chaîne de production en amont (2). Et on pourrait ainsi multiplier les exemples dans les services, mais aussi l'industrie et, bien entendu, l'agriculture. Destruction

(1) Malet J-B., 2013. « Amazon, l'envers de l'écran » in *Le Monde Diplomatique*, novembre 2013, voir également *Silence*, avril 2014.

(2) Jacquiau C., 2000. *Les coulisses de la grande distribution*. Albin Michel, Paris.



► Présentation de livres dans une librairie : outre le nombre d'emploi, la qualité du travail n'est pas comparable.

D.R.

Secteurs d'activité	2020	2025	2030
Rénovation des bâtiments	213	460	473
Bâtiments neufs	-124	-279	-404
Transport routier sauf transports en commun	-141	-243	-366
Transports en commun, fret ferroviaire & fluvial	69	141	248
Transport aérien	-27	-47	-72
Énergies renouvelables	187	249	335
Énergies non renouvelables, réseaux gaz et électricité	-45	-108	-116
Sensibilisation et information des citoyens, entreprises et collectivités	6	6	5
Effet induit	97	261	527
Effet net sur l'emploi	235	439	632

Effet sur l'emploi du scénario négaWatt par rapport au tendanciel (en milliers d'emplois équivalent temps plein (ETP))

du travail, précarisation, menaces de délocalisation, pressions croissantes sur l'environnement... tel est le visage caché des "gains de productivité".

ET SI ON DÉPRODUCTIVISAIT ?

Dans de nombreux secteurs, réduire la productivité du travail aurait pour effet de créer de l'emploi, d'améliorer les conditions de travail et/ou de réduire l'impact sur l'environnement. Dans le domaine des services, cela suppose par exemple de privilégier les petits commerces indépendants de proximité. Dans le secteur agricole, privilégier les exploitations à taille humaine pratiquant une agriculture biologique et favorisant les circuits courts – par exemple, pour un même chiffre d'affaire, les circuits de distribution de type AMAP créent deux fois plus d'emploi que les circuits traditionnels passant par les grandes surfaces (3).

Dans le domaine de l'énergie, privilégier les économies d'énergie en substituant progressivement les productions fossiles et fissiles centralisées par une production d'énergie renouvelable décentralisée, etc.

Certes, tout cela a un coût pour le consommateur. Le pouvoir d'achat est d'ailleurs l'argument central des productivistes. Mais c'est oublier que consommer mieux, c'est également consommer moins.

On trouve une illustration intéressante de ce phénomène dans le secteur de l'énergie. Le scénario *négaWatt* (4) montre en effet que, en France, la sortie du nucléaire et des énergies fossiles pourrait se réaliser avec un solde positif en termes d'emploi, alors même que les consommations d'énergie seraient considérablement réduites à l'horizon 2050 ! Car d'un côté, la baisse de la consommation d'énergie polluante aurait des effets négatifs en termes d'emploi dans certains secteurs comme les transports routiers, les constructions neuves ou, bien entendu, la production d'énergies fossile et nucléaire. Mais ces pertes seraient largement compensées par la création d'emplois dans d'autres secteurs comme la production d'énergies renouvelables et, surtout, la rénovation thermique des bâtiments. Enfin, les économies réalisées sur la facture énergétique de la France pourraient être consacrées à la création d'autres activités dans d'autres secteurs : on pourrait alors avoir des effets induits spectaculaires. Par exemple, les économies réalisées par les familles sur leurs factures énergétiques pourraient permettre à celles-ci d'investir davantage dans une alimentation biologique de proximité, ou tout autre secteur plus intensif en emploi et en qualité environnementale.

A. B. ■

(3) Par exemple, Alter-Conso, une société coopérative de distribution de paniers paysans basée à Lyon, « réalise un chiffre d'affaires de 104 000 euros par salariés, contre 250 000 euros en moyenne dans la grande distribution, selon les calculs réalisés par Patrick Mundler et Lucas Rumpus de l'Isara Lyon » cité par Chapelle S., 2013. « Alter-Conso : quand une coopérative esquisse l'économie et les emplois de demain » <http://www.bastamag.net/Alter-Conso-quand-une-cooperative#nh1>

(4) Quirion P., 2013. *Scénario négaWatt, emploi et économie : une synergie gagnante!* Association négaWatt - http://www.negawatt.org/telechargement/Etude%20eco/Synthese_emploi_scenarionegaWatt_29-03-2013.pdf



◀
Jean-Marie Harribey :
"Que deviendraient
ces solidarités
institutionnalisées,
obtenues par les luttes
sociales, dans une
société de décroissance
démonétarisée ?"

Quels mécanismes de solidarité dans une économie sans croissance ?

Sécurité sociale, assurance chômage, retraites, minima sociaux : les principaux mécanismes de solidarité nationale hérités des trente glorieuses ont été conçus dans un contexte de forte croissance. A gauche, les critiques de la décroissance pointent du doigt les risques que celle-ci ferait courir : effondrement des prélèvements, baisse des budgets, endettement, mise à mort de l'Etat providence... Comment répondre à ces critiques ? Quelles adaptations ou quelles formes de solidarité complémentaires imaginer ?

DEPUIS QUARANTE ANS, LES QUESTIONS du travail et de l'emploi ont été assez largement abordées par les penseurs de l'écologie politique et de la décroissance. Mais une autre question importante en matière de solidarité reste posée : comment financer les systèmes de protection sociale hérités des trente glorieuses dans une économie sans croissance ? Assurance chômage, retraites par répartition, sécurité sociale, minima sociaux : Cyrille Di Méo et Jean-Marie Harribey se demandent ce "*que deviendraient ces solidarités institutionnalisées, obtenues par les luttes sociales, dans une société de décroissance démonétarisée ? (1)*" On touche là un sujet sensible. Car l'obsession de nos dirigeants pour la croissance n'est pas seulement idéologique, elle est aussi pratique, notamment en termes de prélèvements sociaux. En effet, si l'activité économique s'accroît, alors on assiste en théorie à une augmentation proportionnelle des moyens alloués aux mécanismes de

solidarité. La croissance a là encore des vertus quasiment magiques : si la masse monétaire augmente, alors les prélèvements opérés sur cette masse s'accroissent également, et ce sans avoir besoin d'augmenter les taux d'imposition. Alors même que les attaques libérales s'accroissent pour réduire les taux de prélèvement (2), comment imaginer maintenir ces systèmes de solidarité dans un contexte où la base d'imposition (l'activité marchande) serait, en plus, amenée à se contracter ?

Sur ces questions, les décroissants sont généralement moins prolixes. Une partie de la littérature sur l'économie post-croissance suggère de manière plus ou moins explicite qu'une économie de décroissance devrait être intrinsèquement plus solidaire que la précédente. Pour le reste, l'un des arguments les plus convaincants concerne la décroissance sélective : c'est à dire l'idée qu'une réduction de l'activité économique dans les secteurs néfastes pour la société réduira

(1) Di Méo C., Harribey J.-M., 2006. « Du danger de la décroissance » in *Politis*, n°917, 14 septembre 2006.

(2) En particulier ceux portant sur les entreprises, qui sont progressivement transférés sur les particuliers.

► Kate Pickett. Celle-ci démontre avec Richard Wilkinson que la réduction des inégalités réduit également les problèmes sociaux.



mécaniquement les besoins de solidarité. Tentons d'y voir plus clair...

AVANT TOUT, MIEUX PARTAGER LE GÂTEAU

En matière de solidarité, l'argumentaire productiviste repose sur l'hypothèse selon laquelle l'économie est tirée vers le haut par les acteurs économiques les plus dynamiques, qui s'accaparent la plus grosse partie du gâteau, mais dont l'enrichissement profite à toute la société – autrement dit, dans une économie de croissance, les riches prennent les plus grosses parts mais il reste également plus de miettes pour les pauvres. Si une croissance infinie n'est pas possible, alors cette hypothèse d'un "effet de ruissellement" s'effondre. Dans une économie sans croissance, puisque le gâteau ne peut plus s'agrandir, la première urgence consiste donc à mieux répartir les parts. Et ceci est d'autant plus vrai qu'une meilleure répartition résoudrait d'emblée une bonne partie des problèmes de financement des mécanismes de solidarité.

Richard Wilkinson et Kate Pickett montrent par exemple, avec force argumentaire, que plus une société est inégalitaire et plus les problèmes sociaux sont nombreux : maladies mentales, usage de stupéfiants, insécurité, obésité, problèmes de santé, décrochage scolaire (3). L'augmentation des inégalités provoque donc une multitude de coûts sociaux supplémentaires. La *New Economics Foundation* a ainsi tenté d'évaluer ce qu'une baisse des inégalités générerait comme gains pour la société britannique si le niveau de partage des richesses équivalait à celui du Danemark : en estimant les économies réalisées dans le domaine de la santé, de la criminalité et de l'éducation, les auteurs en concluent que les effets pour la société britannique seraient largement positifs, tant pour le bien-être de la population que pour l'équilibre

des comptes de la nation (4). La réduction des inégalités, qui pourrait par exemple se traduire par la fixation d'un revenu maximal autorisé (5), doit donc être entendue comme une condition première de la décroissance, puisqu'elle générerait des économies en termes de coûts sociaux. Cette baisse des dépenses permettrait de compenser la réduction des moyens financiers prélevés – du fait de la baisse du produit intérieur brut (PIB).

FAIRE DÉCROÎTRE LES ACTIVITÉS INSOUTENABLES

Dans le même ordre d'idées, le fait de produire et consommer des biens et des services de meilleure qualité, mais en moindre quantité, permettrait également de limiter les atteintes portées à l'environnement et à la santé. Logiquement, les coûts de réparation ou de compensation seraient donc réduits. On peut se donner une idée plus précise de ce bilan "coût-bénéfice" dans le domaine de la santé en prenant un exemple caricatural : si la population d'un pays est en meilleure santé car elle mange mieux et moins, alors c'est sans doute une mauvaise nouvelle pour une partie importante de l'industrie agro-alimentaire ; c'est également une mauvaise nouvelle pour le secteur médical au sens large (moins de dépenses) ; et c'est donc une mauvaise nouvelle pour la croissance du PIB... Mais cela réduit d'autant le coût pour la société en termes de soins.

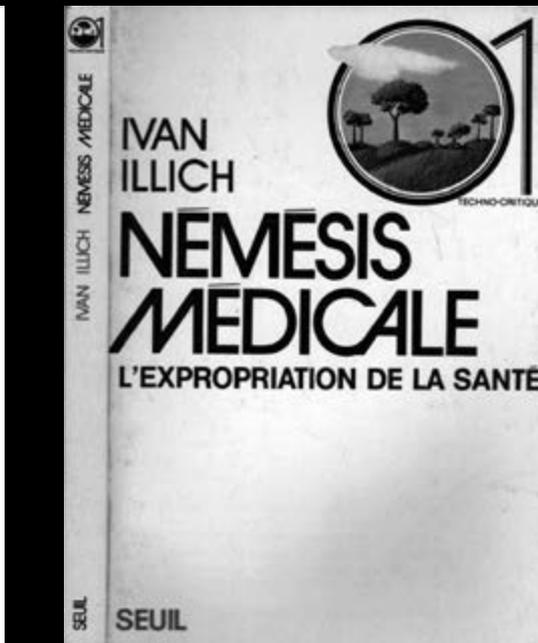
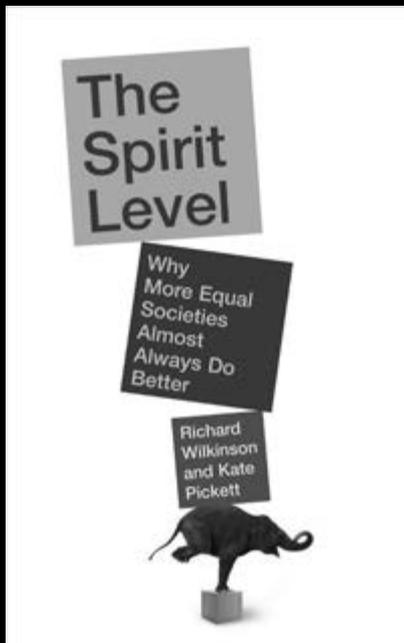
Pour l'illustrer, Jean Gadrey compare l'évolution de la part des dépenses de santé aux Etats-Unis et en France entre 1960 et 2006 (6) : très proches au début des années 1960, les dépenses de santé par habitant sont aujourd'hui plus de deux fois supérieures aux Etats-Unis. Pourtant, sur la même période, la France a accru davantage son espérance de vie, qui dépasse aujourd'hui celle des Etats-Unis de plus de deux ans et demi. Cela signifie que les Américains dépensent deux fois

(3) Wilkinson R., Pickett K., 2010. *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*. Penguin, Londres.

(4) The New Economics Foundation, 2009. *The Great Transition*. NEF, Londres.

(5) L'économiste Gaël Giraud et la philosophe Cécile Renouard proposent par exemple d'appliquer à l'ensemble de la société un facteur 12, déjà appliqué dans la fonction publique : le revenu maximal autorisé ne pourrait pas dépasser 12 fois le salaire le plus faible. Giraud G., Renouard C., 2012. *Le facteur 12. Pourquoi il faut plafonner les revenus*. Carnets Nord, Paris.

(6) Gadrey J., 2010. *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*. Les Petits Matins, Paris.



◀ Ivan Illich dénonce la contre-productivité des systèmes économiques et prône une plus grande autonomie.

Contre-productivité, dépenses défensives et décroissance sélective : des notions qui aident à comprendre la société post-croissance

Dans les années 1970, Ivan Illich (1) a introduit la notion de contre-productivité pour désigner le moment où, passé une certaine masse ou un certain degré de complexité, un système ou une institution finit par produire plus d'effets négatifs que positifs. Par exemple, le système de santé finit par trouver un intérêt à ce qu'il y ait davantage de malades, moins autonomes, plus médicalisés, etc. : son objectif n'est alors plus que les gens soient autonomes et en bonne santé, mais que l'activité économique du secteur de la santé (qu'on devrait alors appeler secteur de la "guérison") se développe.

Les économistes utilisent une notion proche, celle de dépenses défensives. "Ces dernières désignent des situations où le PIB augmente du fait d'activités qui consistent seulement à réparer des dégâts divers commis par d'autres activités qui, elles aussi, gonflent le PIB (par exemple, dépolluer). Il y a alors croissance économique mais aucune progression du bien-être puisqu'on ne fait, dans le meilleur des cas, que revenir au point de départ. (2)" Pour reprendre l'exemple de la santé, d'un point

de vue du PIB et de sa croissance, mieux vaut ne pas remettre en cause certaines pratiques alimentaires (la malbouffe) et s'appuyer sur les maladies générées pour développer un nouveau secteur d'activité dans le domaine de la guérison.

La décroissance sélective vise à faire décroître l'activité économique dans les secteurs où l'on observe une contre-productivité qui génère des dépenses défensives. Par exemple, faire décroître la consommation de tabac réduit les coûts nécessaires pour soigner les maladies liées à cette consommation. Faire décroître les teneurs en gras et en sucre de l'alimentation réduit les coûts de traitement des maladies liées à ces surconsommations. La conséquence logique est que les besoins de solidarité nécessaires pour prendre en charge ces dépenses défensives diminuent.

(1) Illich I., 1974. *Némésis médicale, l'expropriation de la santé*. Le Seuil, Paris.

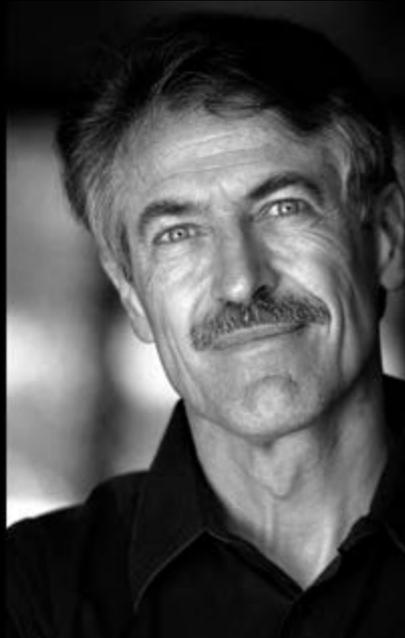
(2) Gadrey J., Méda D., 2011. « Les limites du PIB » in *Alternatives Economiques*, Hors-Série n°48.

plus d'argent que les Français pour leur santé, pour des résultats nettement moins bons ! L'une des raisons de cette médiocre performance est l'explosion de l'obésité parmi la population étasunienne : cette forme de surconsommation génère plus de 147 milliards de dollars de dépenses de santé par an (7). Or ces dépenses "défensives" sont comptabilisées positivement dans le PIB et considérées, à ce titre, comme création de richesse !

Il est évident qu'une décroissance sélective, ciblée sur les secteurs qui ont des effets néfastes sur la société et l'environnement, réduira à terme les besoins de financement pour soigner ou réparer ces maux. André Cicolella (8) multiplie les exemples dans le domaine de la santé et montre comment, en privilégiant la prévention plutôt que la guérison, il serait possible de consacrer

(7) Finkelstein E.A., Trogon J.G., Cohen J.W., Dietz W., 2009. « Estimates Annual Medical Spending Attributable To Obesity: Payer-And Service-Specific » in *Health Affairs*, 28, no.5 (2009), pp 822-831 - URL : <http://content.healthaffairs.org/content/28/5/w822.full.pdf+html>

(8) Cicolella A., 2007. *Le défi des épidémies modernes : comment sauver la Sécu en changeant le système de santé*. La Découverte, Paris.



◀ Alain Lipietz préconise de jouer sur les taxes avec des mécanismes style "bonus-malus".

▶ Paul Ariès demande la gratuité de l'usage et le renchérissement du mésusage



beaucoup moins d'argent au système de santé, et ainsi sauver la sécurité sociale (9).

GRATUITÉ DE L'USAGE, RENCHÉRISSEMENT DU MÉSUSAGE

Enfin, on trouve sous la plume d'écologistes réformistes tels Alain Lipietz (10) ou Sandrine Rousseau (11) de nombreuses propositions visant notamment à construire une fiscalité à la fois écologique et sociale. Sandrine Rousseau, par exemple, préconise d'orienter les comportements de consommation vers des productions écologiquement responsables, notamment par des mécanismes de bonus malus adossés à des contributions de type taxe carbone, dont les fruits seraient redistribués de façon à éviter de pénaliser les plus pauvres. Le fruit des taxes sur la pollution permettrait ainsi d'accroître les moyens de la solidarité nationale.

Ce à quoi pourraient s'ajouter des formes de tarification progressive de l'énergie, de l'eau ou de toute autre ressource ou service issu de la nature, afin de permettre un accès universel pour les besoins de base, tout en pénalisant fortement les abus. C'est ce que Paul Ariès appelle "la gratuité de l'usage et le renchérissement du mésusage (12)". Le principe est simple : l'usage d'une ressource serait gratuit pour répondre aux besoins essentiels – il s'agirait par exemple de rendre gratuit l'accès à quelques dizaines de litres d'eau par jour et par personne. Au-delà d'un certain seuil, le tarif augmenterait progressivement, jusqu'à devenir prohibitif afin d'éviter les comportements de gaspillage – comme le fait d'utiliser des centaines de litres d'eau pour laver une voiture ou des milliers de litres pour remplir une piscine. Le principe, déjà en vigueur dans quelques pays ou collectivités, pourrait s'étendre à l'usage de tous les biens communs, présentant ainsi de nombreux avantages – notamment celui de concilier

liberté et responsabilité. Paul Ariès prévient néanmoins : "Le danger serait bien sûr que cette politique renforce les inégalités en permettant l'accès aux mésusages à une petite minorité fortunée (...). C'est pourquoi ce paradigme de la 'gratuité de l'usage' et du 'renchérissement du mésusage' ne peut aller sans une diminution importante de la hiérarchie des revenus. (13)" Une fois de plus, mieux partager les richesses semble un préalable indispensable à toute forme de décroissance.

FAVORISER LA SOLIDARITÉ DIRECTE ?

Evidemment, l'enjeu de la solidarité ne se limite pas aux mécanismes institutionnels comme l'assurance chômage, les systèmes de retraite ou la Sécurité sociale. Les mouvements se réclamant de la décroissance ou de la transition sont également riches en propositions concrètes qui visent à renforcer les formes de solidarité directe. Dans les pays anglo-saxons, où les initiatives de transition sont très développées, le vide laissé par le retrait de l'Etat providence a paradoxalement entraîné un dynamisme assez spectaculaire des pratiques de solidarité locale, qui se caractérisent par une prise en charge plus directe des problèmes par les habitants eux-mêmes. Mais ces innovations sociales commencent aujourd'hui à montrer leurs limites... et rien ne prouve qu'elles parviendront à prendre le relais des formes de solidarité plus institutionnelles et centralisées, héritées des luttes sociales et détruites par les politiques libérales (voir notre article sur les solidarités directes). Les tenants de la décroissance vont donc devoir sérieusement se pencher sur cette question brûlante et encore largement inexplorée de la construction d'une forme de solidarité qui ne dépende plus de la croissance et ne détruise pas pour autant les acquis sociaux du passé.

A. B. ■

(9) Voir également le dossier « Décroissance et santé » dans *Silence*, n° 341.

(10) Lipietz A., 2012. *Green deal. La crise du libéral productivisme et la réponse écologiste*. La Découverte, Paris.

(11) Rousseau S., 2012. *Oui, l'écologie, c'est social !* Les Petits Matins, Paris.

(12) Ariès P., 2007. *La décroissance. Un nouveau projet politique*. Golias, Villeurbanne.

(13) Ariès P., 2007. Op. cit.



◀ Repas de quartier à Barcelone

Les solidarités directes : reconstruire une solidarité "par le bas" ?

Le cas de la Grande-Bretagne

Dans un contexte marqué par la crise, le démantèlement des services publics et le recul de l'Etat providence, de nouvelles formes de solidarité semblent émerger un peu partout autour du globe. Plus ancrées sur les territoires, moins centralisées, plus concrètes et directes, ces expériences sont porteuses d'espoir... mais aussi de craintes. Le cas de la Grande-Bretagne est à ce titre assez symptomatique.

RECONSTRUIRE LE PACTE SOCIAL PAR LE bas : tel est le mot d'ordre de l'organisation non gouvernementale (ONG) britannique *Participle*. Persuadée que les innovations en matière de solidarité viendront de la base, elle expérimente depuis le milieu des années 2000 des dizaines d'actions locales dans des domaines aussi variés que la prise en charge des personnes âgées, le soutien scolaire, l'accès à l'emploi, la formation professionnelle ou encore l'accès à la santé. Son *leitmotiv* : il est possible, dans chacun de ces domaines, de faire beaucoup mieux avec moins, en mobilisant des fonds privés et publics, certes, mais aussi (et surtout) en s'appuyant sur des réseaux de citoyens.

Southwark Circle en est un exemple symptomatique. Dans un quartier de Londres, l'initiative a permis de construire des réseaux d'entraide avec les personnes âgées. Chaque habitant volontaire est ainsi

potentiellement mis à contribution pour accompagner les seniors dans leurs démarches quotidiennes, afin d'accroître leur autonomie et leur permettre de rester chez eux. Aide au jardinage ou aux tâches ménagères, transport de courses, restauration, conseils, formations et animations diverses... Pour un coût d'adhésion de 20 à 40 £ par an, les bénéficiaires ont ainsi accès à un numéro de téléphone qu'ils peuvent solliciter à tout moment lorsqu'ils ont besoin d'aide ou de conseil. Un calendrier d'activités régulièrement mis à jour est également consultable sur internet ou disponible par envoi postal. Les prix très bas des services sont rendus possibles par l'absence d'investissement lourd : les activités ont lieu chez les membres du cercle, les déplacements sont assurés par covoiturage, etc. Interrogée, une participante témoigne avec enthousiasme : "*Nous avons vu qu'utiliser des ressources limitées pour stimuler la vie sociale permet d'accroître les ressources disponibles.*"



◀
Solidarité
intergénérationnelle

▶
La maison des Babayagas est un lieu de vie pour des femmes âgées, auto-gérées, citoyennes solidaires, laïques et d'orientation écologique.

Richard Radshaw

Car "le temps et le talent des amis, des voisins et des familles vont bien au-delà de la simple réponse à des besoins matériels (1)".

Le succès aidant, l'expérience a été ensuite reproduite dans d'autres collectivités britanniques. Car pour *Participle*, l'objectif est bien de réinventer la solidarité à partir des communautés : d'abord en imaginant et en testant de nouvelles formes d'entraide fondées pour partie sur le bénévolat ; puis en démultipliant celles qui fonctionnent le mieux dans l'ensemble du pays, afin de remplacer l'Etat providence centralisé par un réseau de communautés d'entraides.

RÉINVENTER LA SOLIDARITÉ DU 21^E SIÈCLE...

Ce mouvement de l'innovation sociale intéresse aujourd'hui de nombreux observateurs. Dans un contexte de recul des Etats doublé d'une crise du capitalisme, l'idée qu'un changement de modèle pourrait surgir "par le bas" a en effet de quoi séduire. Par exemple, la *Paris Tech Review* voit dans cette dynamique d'innovation sociale "l'invention, aux marges du modèle central, de l'économie de demain" à l'instar par exemple des "caisses mutuelles de solidarité, fondées par les ouvriers du 19^e siècle, qui furent les matrices des systèmes de sécurité sociale (2)". On retrouve également ce discours enthousiaste du côté des militants de l'innovation sociale, comme Hubert Guillaud, pour qui cet ensemble de démarches doit être vu comme "un moyen de refaire société et de redynamiser la relation entre pouvoirs publics et citoyens (3)". De ce point de vue, le mouvement de l'innovation sociale ne va pas sans rappeler le réseau des Villes en transition, bien connu des lecteurs de *Silence*, qui propose lui aussi d'enclencher une mutation des sociétés occidentales en commençant par le bas, c'est-à-dire en mobilisant les communautés

locales dans des projets de sobriété énergétique. Ce qui suppose aussi une prise en charge plus locale et plus directe de la solidarité, d'où une tendance des deux mouvements à se rapprocher .

... OU LÉGITIMER LE DÉMANTÈLEMENT DE L'ETAT PROVIDENCE ?

Mais les critiques commencent toutefois à se faire entendre. Car l'idée de remplacer l'Etat providence par un réseau de solidarités locales faisant appel aux fonds privés et au bénévolat a de quoi séduire également les plus libéraux. En Grande-Bretagne, le gouvernement conservateur de David Cameron a ainsi lancé un vaste programme pompeusement nommé "*The Big Society*". Doté de fonds publics et privés, le projet s'inscrit dans la droite ligne de l'ambition affichée par l'ONG *Principle* : il s'agit dans un premier temps d'expérimenter localement des projets liés à la prise en charge des personnes âgées, au soutien scolaire, à la formation professionnelle ou encore à la santé, avant de les démultiplier sur l'ensemble du territoire en transférant les moyens financiers à des ONG sélectionnées sur appel d'offre.

Ainsi redéfinie par les libéraux, l'innovation sociale, avec son lot de "solidarités concrètes", pourrait alors devenir une arme idéologique redoutable . Car sous ses atours de démarche citoyenne et décentralisée, fondée sur une prise en charge plus directe et citoyenne de la solidarité, elle permet également de légitimer le démantèlement d'un Etat providence présenté comme décidément trop obsolète et centralisé.

Entre espoirs d'innovations et craintes de récupération, le chemin qui mène à une réinvention de la solidarité "par le bas" s'annonce aussi passionnant que périlleux !

A. B. ■

(1) "Social Innovation : Let's hear those ideas", *The Economist*, 12 août 2010

(2) "Innovation sociale : l'économie de demain ?", *ParisTech Review*, revue en ligne, article mis en ligne le 16 décembre 2011 : www.paristechreview.com/2011/12/16/innovation-sociale-economie-demain/

(3) Guillaud H., *Comprendre l'innovation sociale*, Publie.net, Paris, interview mise en ligne le 23 novembre 2011 : <http://lien-social.blogspot.fr/2011/11/comprendre-linnovation-sociale-par.html>

(4) A ce propos, lire l'interview de Nick Remple par Rob Hopkins, sur le site transitionnetwork.org : www.transitionnetwork.org/blogs/rob-hopkins/2014-01/nick-temple-scaling-social-innovations

(5) A ce propos, lire : Chabal E., 2012. "L'innovation sociale à l'anglaise : de la 'New Britain' à la 'Big Society'", *Chantiers Politiques* n° 9, pp. 61-71.



La question des retraites dans une société sans croissance : le point de vue de Jean Gadrey

DANS SON OUVRAGE INTITULÉ *ADIEU À LA croissance*, Jean Gadrey consacre un chapitre à la question des retraites. L'auteur constate d'emblée que "les divers scénarios de financement des retraites d'ici à 2050 supposent presque tous (...) une croissance économique infinie". L'idée arrange en effet tout le monde, car "si le gâteau grossit, on peut en distribuer une plus grande part aux retraités, dont le nombre relatif augmente, sans rien retirer à personne". Malheureusement, ce scénario de croissance infinie ne peut plus être sérieusement imaginé : il faut donc réfléchir différemment à la question des retraites. Là encore, partage des richesses et réduction des inégalités sont considérés comme les éléments de base de toute réflexion. Les économistes d'ATTAC (2010) rappellent par exemple qu'une manière de compenser le déficit des retraites pourrait consister à soumettre à cotisation les dividendes, puisqu'une partie non négligeable des gains de productivité ont servi à augmenter la part de rémunération du capital, au détriment du travail, depuis le début des années 1980. "Mais, ajoute Jean Gadrey, il faut aussi développer des services hors logique marchande, (santé, culture et sport, transports collectifs...) et l'accès à des richesses non économiques (liens sociaux, participation citoyenne, richesses naturelles...) pour fonder le 'bien vivre' des retraités dans un monde soutenable."

Jean Gadrey propose "quelques pistes pour raisonner autrement. Il faudrait :

- privilégier les ingrédients du 'bien vivre' des retraités dans une société soutenable ; (...) l'association Babayagas

milite pour des modes de vie fondés sur quatre piliers, qui sont leurs 'produits de haute nécessité' : autogestion, solidarité, citoyenneté et écologie. Cela implique certes des ressources financières, mais de façon sobre et partagée (...)

- fixer un revenu maximum pour tous les citoyens, actifs ou retraités, défini comme multiple raisonnable d'un revenu minimum décent (...)

- réfléchir à la fois au financement des pensions et à celui de services collectifs gratuits ou fortement subventionnés (...) dédiés à l'amélioration de la qualité de vie des seniors (...)

- produire des richesses et des valeurs économiques autrement, sans croissance quantitative (...) avec une progression de la qualité et de la durabilité, sources de valeur ajoutée et d'emplois. (...) Or le plein-emploi est un atout majeur pour le financement des retraites ;

- maintenir le droit à une retraite de bonne qualité à 60 ans. (...) La retraite à 60 ans est un outil majeur (...) de partage du temps de travail (...)

- dresser un bilan des dizaines de milliards récupérables annuellement sans croissance quantitative en prenant l'argent là où il est, en particulier dans l'excès de profits (...)

- enfin, intégrer dans le raisonnement une piste oubliée : celle de l'égalité des femmes et des hommes devant l'emploi de qualité et devant les salaires. (...) Tendre vers l'égalité professionnelle des femmes et des hommes serait une énorme source de richesses économiques, avec à la clé des emplois socialement utiles. Cela permettrait d'ajouter plusieurs dizaines de milliards d'euros au financement de la protection sociale, selon l'estimation proposée par Christiane Marty." (Gadrey, 2010)

A. B. ■